

15 mai

finances
Solidaires

Solidaires
SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Solidaires
DOUANES

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires
finances

Solidaires
I.D.D.

TOUS EN GREVE TOUS DANS L'ACTION

POUR LA DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT POUR LA DEFENSE DES EMPLOIS

POUR DES SERVICES PUBLICS DE QUALITE

D'année en année, les responsables politiques relayés par les media montrent du doigt les fonctionnaires présentés comme des «privilegiés» parce qu'ils bénéficient d'un «travail à vie», coûteraient chers à la collectivité pour rendre des services «tatillons et dégradés».

Ne nous y trompons pas ! A travers ces attaques de plus en plus violentes, ce sont les services publics qui sont attaqués frontalement.

Mais, les services publics, ce sont les services de Bercy, les hôpitaux, les écoles, les collèges et les lycées, les crèches etc. Autant de services publics qui garantissent un accès ainsi qu'un traitement égal à tous, quels que soient la situation sociale et géographique, l'âge, l'origine. En ce sens, les services publics concourent à la lutte contre les inégalités et les discriminations.

S'attaquer aux fonctionnaires, à leur coût, - au travers de leur nombre, du gel du point d'indice, le volume de promotions - c'est accréditer l'idée qu'ils seraient responsables du déficit public. Par ce tour de «passe- passe», ils sont ainsi livrés à la vindicte populaire. Depuis la mise en oeuvre de la RGPP, tous les services publics de proximité ont été amputés de moyens, ce qui remet en cause leurs capacités à répondre aux demandes des citoyens. Prétextant une volonté de simplification, l'administration s'éloigne du service public et des usagers au travers de la dématérialisation. Résultat de ces politiques : la «machine administrative» de fait est de plus en plus considérée comme un «ennemi invisible» ; seuls certains agents d'accueil restent visibles mais ils se trouvent dans l'impossibilité de répondre aux attentes faute de moyens suffisants. Ainsi, les «initiateurs» du tour de passe-passe ont brillamment bouclé la boucle : les agents se posent la question de leur utilité sociale tandis que les usagers s'interrogent sur le coût de la Fonction publique.

Une réduction drastique de la dépense publique

Aujourd'hui, le gouvernement annonce triomphalement l'objectif de réduction de 50 milliards de dépenses publiques. Et cela est présenté comme une prouesse !

Alors, nous ne le répèterons jamais assez :

Les dépenses publiques, ce sont le financement des infrastructures, des aides sociales et aussi les services publics: les services de Bercy, mais aussi la santé, la police, la justice, la protection sociale, etc. Autrement dit, ce qui est présenté comme une «prouesse», n'est autre que la réduction voire la suppression pure et simple des services publics garants de justice sociale et fiscale. **Services dont, sans exception, nous avons toutes et tous besoin !**

RGPP, MAP... = Démantèlement , casse du service public

Au nom de la compétitivité, et de la réduction de la dépense publique, les restructurations, démantèlements, externalisations, recours au partenariat public -privé, créations d'agences, privatisations etc ont défiguré les services publics et les périmètres ministériels. Bercy a connu en particulier le démantèlement financier des services de l'ex DGCP et de l'ex DGI en 2007, ainsi que ceux de la DGCCRF, de la DGCIS... La RGPP se poursuit aujourd'hui avec la MAP (modernisation de l'action publique) et se poursuivra demain avec la «Revue des missions».

Sous des sigles et des vocables divers, ce sont autant d'instruments dédiés à la casse de la Fonction publique. Ni l'internet ni le numérique ne pourront répondre aux attentes de l'usager en terme de transparence et de simplification. Les citoyens doivent continuer à bénéficier d'un accueil physique sur tout le territoire.

En réalité, la MAP et « les démarches ou plans stratégiques » consistent à assujettir l'administration et ses missions aux exigences du pacte national de croissance et de compétitivité et aujourd'hui au pacte de responsabilité pour rassurer les marchés financiers et les commissaires européens qui exigent la réduction du déficit budgétaire, donc de la dépense publique.

Réduction des moyens, dégradation des conditions de travail et de la qualité du service rendu

Le fonctionnement et l'exercice des missions sont mis en réelle difficulté. Insidieusement, peu à peu, on a habitué les fonctionnaires à moins de moyens et d'effectifs, à moins d'accueil du public, à moins de service public de proximité. Tout cela s'accompagne d'une dégradation sans précédent des conditions de travail, avec toujours plus de contraintes et moins de reconnaissance au travail

Moins de reconnaissance, cela signifie pour les agents d'avoir à (sur)vivre avec des salaires insuffisants et une amputation de leur pouvoir d'achat (gel du point d'indice depuis 2010 voire jusqu'en 2017) et sans réels espoirs de promotions puisque les plans intra et inter catégoriels sont réduits à la portion congrue .

Pour leur part, devant la dégradation de la qualité du service rendues usagers sont de plus en plus sensibles aux campagnes anti fonctionnaires répétées. Du coup, les attaques contre la fonction publique les laissent indifférents. Ils ne se rendent pas compte que cela signifie: moins de solidarités, le retour à la loi de la jungle, moins d'accès à l'éducation, aux soins, aux hôpitaux etc. Conséquence de ces politiques anti-sociales qui nous frappent tous : de plus en plus de « laissés pour compte » au bord de la route !

Plus que jamais, nous devons toutes et tous nous mobiliser massivement le jeudi 15 mai ;

Ensemble, disons:

NON à la baisse de notre pouvoir d'achat,

NON à ces mécanismes de destruction des services publics,

OUI au développement des services publics de qualité, au progrès social, à la justice fiscale et sociale pour toutes et tous.

